QUARTIERS ■ La municipalité a dressé l'inventaire des réalisations et perspectives de renouvellement urbain

Changer la ville : les élus font le bilan

Alors que le premier programme de renouvellement urbain s'achève à La Source et à l'Argonne, un nouveau est en réflexion. Hier soir, les élus ont fait le bilan.

Aurore Malval

Quand faire se peut, le conseil municipal d'Orléans n'hésite pas à se congratuler de la « qualité des débats » tenus dans son enceinte. C'était le cas hier soir, au terme de deux bonnes heures passées à évoquer le « renouvellement urbain », Muriel Cheradame, adjointe UMP à l'urbanisme constatant tout de même que les concernés au premier chef, ceux qui « vivent » la ville, étaient absents des fauteuils du public.

La semaine dernière, le patron de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) s'est rendu à Orléans. Une visite de courtoisie, car, d'annonce, il n'y en a pas eu. Pas plus que dans la communication délivrée en conseil municipal, qui recensait les réalisations effectuées dans les deux quartiers prioritaires, la Source et l'Argonne.

201 millions d'euros

L'Anru 1 touche à sa fin, avec les 201 millions d'euros injectés depuis 2004 dans le Grand projet de ville de La Source (11 % à la charge de la municipalité), dont personne n'a pu nier les remarquables effets sur le tissu urbain.

Quartier enclavé aux logements dégradés, il s'est résidentialisé, et doté d'équipements (médiathèque, gymnase…). « L'arrivée du tram y a contribué », rappelle l'élue PS Corinne Leveleux-Teixeira, insistant sur l'œuvre des « prédécesseurs », en l'occurrence de l'ancien maire socialiste, Jean-Pierre Sueur. « Il y a une continuité de l'action publique, de l'action municipale. »

L'Anru 2, qui devrait être contractualisé avec l'État en 2016, portera ses efforts en bordure du GPV, sur le secteur de la dalle, et le développement du centre commercial de la Bolière, en difficulté aujourd'hui.

Surtout, il concernera l'Argonne, dont la première enveloppe de 85 millions d'euros au titre de la convention territoriale (20 % assumés par la ville) ne suffira pas à lui donner un nouveau souffle. « Le centre commercial est conforté, le quartier a une nouvelle image avec la maison de santé, le tramway, mais il faut poursuivre le travail. Il y a trop de clos, avec un habitat dégradé », énumère Muriel Cheradame.

« Il faut que ces réussites urbaines soient aussi des réussites sociales », plaide l'opposition, de Corinne Leveleux-Teixeira (PS) à Michel Ricoud (PCF). La première pointe la zone franche urbaine, à l'Argonne, qui n'a pas boosté l'emploi des habitants du quartier, le second des hausses de loyer et le fort taux de chômage des jeunes Sourciens.

« La dignité »

La ville peut-elle tout ? « On a apporté la sécurité, la dignité et l'égalité des chances dans ces quartiers », assène Florent Montillot, UDI. L'ancien maire adjoint à la sécurité, désormais à l'éducation, se targue d'y avoir fait baisser les chiffres de la délinquance. « Les habitants doivent prendre le relais de l'action publique, c'est eux qui déstigmatiseront leur quartier », complète Olivier Carré (UMP), principal artisan du GPV et de la CTA lors des deux précédents mandats de Serge Grouard. Que pense le maire UMP de son œuvre ? « Je me souviens d'avoir visité certains logements à La Source en 2001. J'ai eu honte. La dignité, c'est le mot-clé. Ce qui réunit l'urbain et l'humain ? C'est la même chose quand c'est bien fait. » Et c'est toujours à refaire. ■

SPORT ET CULTURE. Le nouvel équipement sportif et culturel de l'Argonne devrait ouvrir au second semestre 2017. DR

Un équipement phare à l'Argonne

Tous les élus se sont prononcés en faveur du projet d'équipement sportif et culturel dont les travaux (10,8 millions d'euros) devraient débuter en 2016, à l'emplacement de la friche Stenwick, dans le quartier de l'Argonne – Corinne Leveleux-Teixeira (PS) regrettant qu'il ne soit pas « plus ambitieux ». Tous, sauf les deux élus FN, qui se sont abstenus. « J'ai un doute sur le projet à l'Argonne, pas parce que c'est le quartier », a commencé le frontiste Philippe Lecoq, jugeant qu'il serait bon de faire « une pause dans les travaux ». « C'est stupide, maintenir l'investissement est essentiel », lui a renvoyé l'écologiste Jean-Philippe Grand. Et Florence Carré de décrire des habitants qui se « mobilisent pour la concertation autour du projet ».

Une réalisation qui s'accompagnera du déménagement du poste de police nationale, pris en charge par la municipalité.